

[Voir plus d'articles](#) ▼

Suède : le mythe du socialisme nordique



Rainer Zitelmann



Publié le 28 mai 2024

Selon l'indice de liberté économique 2023, la Suède fait partie des économies les plus orientées vers le marché. Dans l'ensemble, elle se classe à la 10^e place, loin devant les États-Unis (25^e) et le Royaume-Uni (28^e). Mais les dépenses publiques restent élevées, et bien que les taux d'imposition sur le revenu aient considérablement baissé par rapport aux sommets atteints dans les années 1970 et 1980, ils restent plus élevés que presque partout ailleurs dans le monde.

En d'autres termes, malgré la montée des éléments capitalistes, la Suède n'est pas totalement libre d'influences socialistes. Toutefois, son image et celle des autres pays scandinaves en tant que bastions du socialisme remontent aux années 1970 et 1980. Pendant la période d'expansion de l'État-providence socialiste, de 1970 à 1991, la Suède s'est retrouvée loin derrière nombre de ses concurrents européens. De la quatrième place dans le classement du PIB par habitant de l'OCDE en 1970, la Suède de l'ère socialiste est passée à la 16^e place en 1995.

Le programme socialiste a nui à l'économie suédoise et a poussé d'éminents entrepreneurs à quitter le pays par frustration. Le fondateur d'Ikea, **Ingvar Kamprad**, était l'un d'entre eux. Au taux marginal d'imposition sur le revenu de 85 % s'ajoutait un impôt sur la fortune qui frappait ses biens personnels, ce qui l'obligeait à emprunter de l'argent à sa propre entreprise pour payer ses impôts. Pour rembourser sa dette à Ikea, Kamprad voulait vendre à Ikea l'une de ses petites entreprises, en réalisant un bénéfice. Alors qu'il

prépare la vente, le gouvernement modifie rétroactivement la législation fiscale. En 1974, il s'est installé au Danemark, puis en Suisse, où il a passé les décennies suivantes, devenant pendant un certain temps l'homme le plus riche d'Europe.

Ces politiques socialistes ont aliéné même ceux qui étaient favorables au projet des sociaux-démocrates.

Astrid Lindgren, l'auteur mondialement connu d'une série d'ouvrages pour enfants, dont la série *Pippi Longstocking*, n'est qu'un exemple parmi d'autres. Son engagement de longue date en faveur des convictions sociales-démocrates défendues par la sympathique rédactrice de journal au sens aigu de la justice, personnage central de sa série *Madicken*, ne l'a pas empêchée d'être indignée par le taux d'imposition marginal de 102 % prélevé sur ses revenus en 1976. Lindgren a exprimé sa colère dans une satire du système fiscal suédois intitulée « *Pomperipossa i Monismanien* » et publiée dans un grand journal. L'opinion publique se range de son côté. Finalement, le Premier ministre suédois, Olof Palme, s'occupe lui-même de l'affaire, et admet à la télévision que Lindgren avait raison.

De nombreux excès de l'État-providence sont tout aussi absurdes, notamment les généreuses indemnités de maladie. Outre les indemnités légales, la plupart des salariés suédois recevaient des indemnités de maladie supplémentaires en vertu d'accords d'entreprise et de conventions collectives, ce qui signifiait que ceux qui prenaient des congés de maladie avaient un salaire plus élevé que ceux qui se présentaient quotidiennement au travail. Sans surprise, la Suède a conservé pendant plusieurs décennies le record de l'OCDE du taux le plus élevé d'adultes inactifs parmi la population active.

À lire aussi :

La spirale des erreurs : pourquoi la politique industrielle est vouée à l'échec



La politique industrielle est vouée à l'échec pour les mêmes raisons que l'économie planifiée. C'est l'une des thèses explorées dans le livre du célèbre économiste chinois Weiying Zhang, professeur à l'université de Pékin. Zhang est largement reconnu comme le principal défenseur des principes de l'économie de marché en Chine, et a joué un rôle important ... Lire la suite de

L'opposition aux partisans des idées socialistes a pris de plus en plus d'ampleur et, dans les années 1990, un contre-mouvement d'envergure s'est mis en place. Une importante réforme fiscale en 1990/1991 a introduit un double système fiscal qui a réduit l'impôt sur les sociétés de 57 % (y compris les versements aux fonds des travailleurs) à 30 %. Certains revenus d'actions ont été exonérés d'impôts, et les plus-values d'actions ont également été imposées à un taux inférieur.

Les réformes se sont poursuivies au cours des années suivantes : en 2004, les droits de succession et d'acquisition, pouvant aller jusqu'à 30 %, ont été supprimés. La suppression de l'impôt sur la fortune, qui avait déjà été réduit, est entrée en vigueur rétroactivement au 1^{er} janvier 2007. En 2009, le taux de l'impôt sur les sociétés, qui était de 30 %, a été ramené à 26,3 % ; il est aujourd'hui de 20,4 %. Les taux de l'impôt foncier ont également été réduits de manière substantielle. En 2005, des réformes ont donné aux propriétaires d'entreprises et aux professionnels indépendants la possibilité de réduire considérablement leur charge fiscale en déclarant une partie de leurs gains comme des plus-values plutôt que comme des revenus.

Depuis l'introduction de ces réformes, de nombreux entrepreneurs suédois prospères sont restés en Suède et ont réinvesti leur capital dans de nouvelles entreprises, créant ainsi des sociétés telles que Spotify et Klarna. Suite à l'abolition des droits de succession et de l'impôt sur la fortune, la proportion de milliardaires par rapport à la population est aujourd'hui 60 % plus élevée en Suède qu'aux États-Unis.

Bien que la Suède d'aujourd'hui reste à certains égards un État-providence traditionnel, les gouvernements qui se sont succédé depuis le début des années 1990 ont toujours préféré plus de liberté à plus d'égalité, plus de marché à plus d'État. Après l'échec patent de l'expérience socialiste, l'équilibre entre le capitalisme et le socialisme s'est déplacé vers le capitalisme.

À lire aussi :

La Suède a une longue histoire de pionnier du capitalisme

La Suède figure parmi les dix économies les plus orientées vers le marché dans le monde.

 Contrepoints

2

Contrepoints
